

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205105]

8 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 11, 12, 13, 14 et 15, insérés par le décret du 26 mai 2016;

Vu le rapport du 7 juillet 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.756/2/V du Conseil d'Etat, donné le 18 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les entreprises visées par l'obligation d'audit énergétique et de communication du rapport d'audit énergétique tous les 4 ans sont celles qui ne remplissent pas les critères d'une PME depuis 4 ans; que lorsqu'une PME devient une grande entreprise, elle a 4 ans pour réaliser son audit; que si elle redevient une PME par la suite, elle n'est plus soumise à l'obligation et enfin que lorsqu'elle redevient une grande entreprise quelque temps plus tard, elle a à nouveau 4 ans pour réaliser son audit;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose l'article 8, 4 à 7, de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 9 décembre 1993 : le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

2° une grande entreprise : une entreprise au sens de l'article 1^{er}, 5°, du décret du 9 décembre 1993 qui correspond à la définition de l'article 2, 24, du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

3° l'énergie finale : l'énergie facturée à une entreprise par un fournisseur et l'énergie produite par une entreprise pour son usage propre;

4° le Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions.

Art. 3. Au minimum tous les quatre ans, les grandes entreprises :

1° réalisent un audit énergétique proportionné, représentatif, rentable;

2° transmettent un rapport d'audit énergétique conforme à l'annexe 1;

3° conservent l'audit énergétique pendant dix ans.

En cas de circonstances particulières ou exceptionnelles, le Ministre ou son délégué peut accorder une prolongation du délai si :

1° la demande est écrite et spécialement motivée;

2° la prolongation du délai est introduite dans le délai initial de quatre ans;

3° la prolongation accordée est de maximum quatre ans.

A partir de la réception de la demande de prolongation, le Ministre ou son délégué notifie au demandeur :

1° un accusé de réception dans les dix jours;

2° sa décision motivée dans les soixante jours.

Art. 4. L'audit énergétique est proportionné au sens de l'article 3 si la consommation d'énergie finale des activités de la grande entreprise en Région wallonne représente minimum vingt pour cent de la consommation d'énergie finale belge de la grande entreprise. A défaut, un audit énergétique n'est pas requis en Région wallonne.

L'audit énergétique est représentatif au sens de l'article 3 si l'audit porte sur minimum quatre-vingts pour cent de la consommation d'énergie finale de l'entreprise en Région wallonne.

L'audit énergétique est rentable au sens de l'article 3 si le coût de l'audit énergétique et des investissements identifiés dans l'audit énergétique, dont le temps de retour simple est inférieur ou égal à cinq ans, est inférieur ou égal au montant économisé correspondant pendant cinq ans. Si un audit énergétique constate que la rentabilité fait défaut, la grande entreprise est dispensée de l'obligation d'audit énergétique pour la prochaine échéance.

Art. 5. § 1^{er}. L'audit énergétique respecte le prescrit de l'audit énergétique global visé aux chapitres I et II et à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), dénommé ci-après « l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 ».

Le régime de contrôle et de sanction des auditeurs énergétiques établis par les chapitres III et IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 s'applique aux missions qu'ils accomplissent en exécution du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, si l'audit énergétique porte uniquement sur des bâtiments et leurs équipements, l'audit énergétique peut aussi être réalisé en respectant le prescrit de l'audit énergétique visé à l'article 1, § 2, 9°, et à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), dénommé ci-après « l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 ».

Le régime de contrôle et de sanction des auditeurs énergétiques établi par le chapitre VI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 s'applique aux missions qu'ils accomplissent en exécution du présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Une grande entreprise qui met en œuvre un système de management de l'énergie ou de l'environnement certifié par un organisme indépendant conformément aux normes européennes ou internationales pertinentes est réputé remplir l'obligation d'audit énergétique, si :

1° le système de management de l'énergie ou de l'environnement prévoit un audit énergétique conforme à l'annexe 1 du décret du 9 décembre 1993 ;

2° la consommation d'énergie finale des activités auditées dans le cadre du système de management représente minimum soixante pour cent de la consommation d'énergie finale de l'entreprise en Région wallonne;

3° la grande entreprise dispose d'un certificat en cours de validité depuis moins de quatre ans;

4° la grande entreprise tient à disposition du Ministre ou de son délégué les données disponibles du dernier audit réalisé pendant dix ans;

5° l'entreprise apporte la preuve du respect des conditions visées aux 1°, 2°, 3° et 4°, en transmettant au Ministre ou à son délégué un formulaire conforme à l'annexe 2 au minimum tous les quatre ans.

§ 2. Une grande entreprise partie à une convention environnementale au sens de l'article D.82 du Code de l'Environnement relative à la réduction des émissions spécifiques de gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'efficacité énergétique est réputée remplir l'obligation d'audit énergétique de l'article 3, si :

1° la consommation d'énergie finale des activités auditées dans le cadre d'une convention environnementale au sens de l'article D.82 du Code de l'Environnement relative à la réduction des émissions spécifiques de gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'efficacité énergétique représente minimum soixante pour cent de la consommation d'énergie finale de l'entreprise en Région wallonne;

2° la grande entreprise tient à disposition du Ministre ou de son délégué les données disponibles du dernier audit réalisé pendant 10 ans;

3° la grande entreprise n'est pas sortie de la convention environnementale depuis plus de quatre ans;

4° l'entreprise apporte la preuve du respect des conditions visées aux 1°, 2° et 3°, en transmettant au Ministre ou à son délégué un formulaire conforme à l'annexe 3 au minimum tous les quatre ans.

Art. 7. Ne pas communiquer le rapport d'audit énergétique conforme à l'annexe 1 ou le formulaire conforme à l'annexe 2 ou 3 à l'échéance est sanctionné d'une amende administrative de 250 euros par semaine de retard entamée. A partir d'un an de retard, l'entreprise est sanctionnée d'une amende de 20.000 euros.

Communiquer le rapport d'audit conforme à l'annexe 1 ou le formulaire conforme à l'annexe 2 ou 3 contenant des données erronées est sanctionné d'une amende administrative de 250 euros. L'entreprise est alors invitée à remédier à l'infraction en corrigeant les données erronées dans le mois. Au-delà de ce délai, l'entreprise est sanctionnée d'une amende de 250 euros par semaine de retard entamée jusqu'à la correction des données erronées. A partir d'un an de retard, l'entreprise est sanctionnée d'une amende de 20.000 euros.

Ne pas communiquer, sur simple demande, l'audit énergétique aux fonctionnaires et agents désignés en vertu de l'article 15 du décret du 9 décembre 1993 est sanctionné d'une amende administrative de 25.000 euros.

Ces montants sont multipliés par deux lorsque l'entreprise a déjà été condamnée en vertu du présent article dans les dix ans précédant la constatation du manquement.

Art. 8. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 15 du décret du 9 décembre 1993 sont les fonctionnaires et agents de niveau A et B de la Direction de la Promotion de l'énergie durable du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, affectés au contrôle du respect de l'application du présent arrêté.

Art. 9. L'entreprise sanctionnée par une amende administrative visée à l'article 7 peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi, dans les trente jours de la réception de la décision du Gouvernement.

Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement transmet à l'entreprise sanctionnée qui a introduit le recours, un accusé de réception qui précise la date à laquelle a lieu l'audition.

Une commission d'avis qui a son siège à Namur est créée. Outre le président qui représente le Gouvernement, la commission d'avis comprend deux membres proposés par le Ministre et deux membres proposés par le Conseil économique et social de Wallonie. La commission d'avis délibère valablement si le président et deux autres membres au moins sont présents.

Dans les cinquante-cinq jours à dater de la réception du recours, la commission d'avis invite à se présenter à l'audition l'entreprise sanctionnée qui a introduit le recours et la Direction de la Promotion de l'énergie durable du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie.

Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, la commission d'avis transmet son avis au Gouvernement. A défaut, il est passé outre.

Dans les septante-cinq jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement notifie sa décision par envoi recommandé à l'entreprise sanctionnée qui a introduit le recours.

A défaut, l'entreprise sanctionnée qui a introduit le recours peut, par envoi recommandé avec accusé de réception, adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Gouvernement de l'envoi contenant le rappel, la décision dont recours est confirmée.

Art. 10. Toute grande entreprise transmet un rapport d'audit conforme à l'annexe 1 ou un formulaire conforme à l'annexe 2 ou l'annexe 3, pour la première fois au plus tard le 5 décembre 2016. Le rapport d'audit énergétique ou le formulaire concerne un audit établi moins de quatre ans avant cette date ou un certificat en cours de validité depuis moins de quatre ans avant cette date ou une convention environnementale en cours de validité à cette date.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la grande entreprise qui fournit un bon de commande d'un audit énergétique conforme au présent arrêté accompagné d'une facture d'acompte au Ministre ou à son délégué au plus tard le 5 décembre 2016, transmet le rapport d'audit énergétique conforme à l'annexe 1 ou un formulaire conforme à l'annexe 2 ou l'annexe 3 pour la première fois au plus tard le 5 décembre 2017.

Art. 11. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ANNEXE 1

Contenu minimum du rapport d'audit

Le rapport d'audit visé à l'article 3, 2°, contient au minimum les éléments suivants :

1. Données administratives relatives à l'entreprise :
 - a) Coordonnées de l'entreprise soumise à obligation
2. Données administratives relatives à l'audit énergétique
 - a) Coordonnées de l'auditeur :
 - b) Coordonnées des entités techniques auditées
 - c) Année intermédiaire retenue pour l'audit
3. Critères de représentativité et de proportionnalité de l'audit énergétique:
 - a) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire belge (1)
 - b) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire wallonne (2)
 - c) Consommation d'énergie finale d'électricité wallonne
 - d) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire wallonne auditée (3)
 - e) Critère de proportionnalité : $(2)/(1) \geq 20 \%$
 - f) Critère de représentativité : $(3)/(2) \geq 80 \%$
4. Critère de rentabilité de l'audit énergétique :
 - a) Potentiel d'économie d'énergie finale des pistes d'amélioration dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans
 - b) Coût de l'audit (1)
 - c) Coût des investissements des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans (2)
 - d) Montant économisé issu de la réalisation des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans, pendant 5 ans (3)
 - e) Rentabilité = $(1) + (2) \leq (3)$

Le Ministre peut modifier ou compléter le contenu minimum du rapport d'audit énergétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ANNEXE 2

Contenu minimum du formulaire pour les grandes entreprises mettant en œuvre un système de management de l'énergie ou de l'environnement

Le formulaire visé à l'article 6, § 1^{er}, 5°, contient au minimum les éléments suivants :

1. Données administratives relatives à l'entreprise :
 - a) Coordonnées de l'entreprise
2. Données administratives relatives à l'audit énergétique :
 - a) Coordonnée de l'auditeur énergétique
 - b) Coordonnées des entités techniques auditées
 - c) Année intermédiaire retenue pour l'audit
3. Données administratives relatives au système de management :
 - a) Coordonnées de l'organisme indépendant qui a certifié le système de management de l'entreprise
 - b) Date de l'obtention du certificat
 - c) Date du dernier contrôle effectué dans l'entreprise
4. Critères de représentativité et de proportionnalité de l'audit énergétique :
 - a) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire belge (1)
 - b) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire wallonne (2)
 - c) Consommation d'électricité finale wallonne d) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire wallonne auditée (3)
 - e) Critère de proportionnalité : $(2)/(1) \geq 20 \%$
 - f) Critère de représentativité: $(3)/(2) \geq 60 \%$
5. Critère de rentabilité de l'audit énergétique :
 - a) Potentiel d'économie d'énergie finale des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans
 - b) Coût de l'audit (1)
 - c) Coût des investissements des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans (2)
 - d) Montant économisé issu de la réalisation des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans, pendant 5 ans (3)
 - e) Rentabilité = $(1) + (2) \leq (3)$

Le Ministre peut modifier ou compléter le contenu minimum du formulaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ANNEXE 3

Contenu minimum du formulaire du formulaire pour les grandes entreprises parties à une convention environnementale

Le formulaire visé à l'article 6, § 2, 3^o, contient au minimum les éléments suivants :

1. Données administratives relatives à l'entreprise :

a) Coordonnées de l'entreprise

2. Données administratives relatives à l'audit énergétique :

a) Coordonnée de l'auditeur énergétique

b) Coordonnées des entités techniques auditées

c) Année intermédiaire retenue pour l'audit

3. Donnée relative à la convention environnementale :

a) Date d'entrée en accord de branche

b) Date de sortie de l'accord de branche (le cas échéant)

4. Critères de représentativité et de proportionnalité de l'audit énergétique :

a) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire belge (1)

b) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire wallonne (2)

c) Consommation d'électricité finale wallonne

d) Consommation d'énergie finale de l'année intermédiaire wallonne auditée (3)

e) Critère de proportionnalité : $(2)/(1) \geq 20\%$

f) Critère de représentativité : $(3)/(2) \geq 60\%$

5. Critère de rentabilité de l'audit énergétique :

a) Potentiel d'économie d'énergie finale des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans

b) Coût de l'audit (1)

c) Coût des investissements des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans (2)

d) Montant économisé issu de la réalisation des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit dont la technologie est disponible, la faisabilité est certaine et dont le temps de retour simple sur investissement est inférieur à 5 ans, pendant 5 ans (3)

e) Rentabilité = $(1) + (2) \leq (3)$

Le Ministre peut modifier ou compléter le contenu minimum du formulaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205105]

8. SEPTEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 11, 12, 13, 14 und 15, eingefügt durch das Dekret vom 26. Mai 2016;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 7. Juli 2016;

Aufgrund des am 18. August 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.756/2/V;

In der Erwägung, dass die Unternehmen, die der vierjährigen Pflicht zur Durchführung des Energieaudits und zur Mitteilung des Energieauditberichts unterliegen, diejenigen sind, die den Kriterien eines kleinen und mittleren Unternehmens (KMU) seit 4 Jahren nicht genügen; dass, wenn ein KMU ein Großunternehmen wird, es 4 Jahre Zeit hat, um sein Audit durchzuführen; dass, wenn das Unternehmen später wieder ein KMU wird, es der Pflicht nicht mehr unterliegt, und wenn es einige Zeit später wieder ein Großunternehmen wird, es wieder 4 Jahre Zeit hat, um das Audit durchzuführen;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird Artikel 8 Ziffer 4 bis 7 der Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 9. Dezember 1993: das Dekret vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

2° Großunternehmen: ein Unternehmen im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 9. Dezember 1993, das der Definition nach Artikel 2 Ziffer 24 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union entspricht;

3° Endenergie: die Energie, die ein Energieversorger einem Unternehmen in Rechnung stellt, und die von einem Unternehmen für seinen Eigenverbrauch erzeugte Energie;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört.

Art. 3 - Mindestens alle vier Jahre

1° führen die Großunternehmen ein verhältnismäßiges, repräsentatives, kosteneffizientes Energieaudit durch;

2° übermitteln die Großunternehmen einen Energieauditbericht nach Anhang 1;

3° bewahren die Großunternehmen das Energieaudit während zehn Jahren auf.

Im Falle besonderer oder außergewöhnlicher Umstände kann der Minister oder sein Beauftragter eine Verlängerung der Frist gewähren, wenn

1° ein schriftlicher und besonders begründeter Antrag vorliegt;

2° der Antrag auf Verlängerung der Frist binnen der ursprünglichen vierjährigen Frist eingereicht wird;

3° die gewährte Verlängerung höchstens vier Jahre ist.

Nach dem Eingang des Antrags auf Verlängerung notifiziert der Minister oder sein Beauftragter dem Antragsteller

1° eine Empfangsbestätigung binnen zehn Tagen;

2° seine begründete Entscheidung binnen sechzig Tagen.

Art. 4 - Das Energieaudit ist im Sinne von Artikel 3 verhältnismäßig, wenn der Verbrauch von Endenergie aus den Aktivitäten des Großunternehmens in der Wallonischen Region mindestens zwanzig Prozent des Verbrauches von Endenergie des Großunternehmens in Belgien darstellt. Ist dies nicht der Fall, ist ein Energieaudit in der Wallonischen Region nicht erforderlich.

Das Energieaudit ist im Sinne von Artikel 3 repräsentativ, wenn das Audit mindestens achtzig Prozent des Verbrauches von Endenergie des Unternehmens in der Wallonischen Region betrifft.

Das Energieaudit ist im Sinne von Artikel 3 kosteneffizient, wenn die Kosten für das Energieaudit und für die im Energieaudit identifizierten Investitionen, deren einfache Kapitalrücklaufzeit höchstens fünf Jahre ist, nicht mehr als den entsprechenden, während fünf Jahren eingesparten Betrag darstellen. Wenn durch ein Energieaudit festgestellt wird, dass die Kosteneffizienz nicht verwirklicht wird, ist das Großunternehmen für die nächste Frist von der Pflicht zur Durchführung eines Energieaudits befreit.

Art. 5 - § 1. Das Energieaudit erfolgt unter Einhaltung der Vorschriften für das globale Energieaudit nach Kapitel I und I und Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE"), nachstehend "Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014" genannt.

Die Regelung über die Kontroll- und Strafmaßnahmen für die Energieauditoren nach den Kapiteln III und IV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 gilt für die Aufgaben, die sie in Ausführung des vorliegenden Erlasses erfüllen.

§ 2. Wenn das Energieaudit nur Gebäude und ihre Ausrüstungen betrifft, kann es ebenfalls, in Abweichung von Paragraph 1, nach den Vorschriften für das Energieaudit nach Artikel 1 § 2 Ziffer 9 und Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA), nachstehend "Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013" genannt, durchgeführt werden.

Die Regelung über die Kontroll- und Strafmaßnahmen für die Energieauditoren nach dem Kapitel VI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 gilt für die Aufgaben, die sie in Ausführung des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Art. 6 - § 1. Es gilt, dass ein Großunternehmen, das ein Energie- oder Umweltmanagementsystem einführt, das gemäß den relevanten europäischen oder internationalen Normen von einem unabhängigen Organ zertifiziert wird, die Pflicht zur Durchführung eines Energieaudits erfüllt, wenn

1° das Energie- oder Umweltmanagementsystem ein Energieaudit vorsieht, das die Vorschriften nach dem Anhang 1 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 einhält;

2° der Endenergieverbrauch der Aktivitäten, die im Rahmen des Managementsystems einem Audit unterworfen worden sind, mindestens sechzig Prozent des Endenergieverbrauchs des Unternehmens in der Wallonischen Region darstellt;

3° das Großunternehmen über einen seit weniger als vier Jahren gültigen Ausweis verfügt;

4° das Großunternehmen die verfügbaren Daten des letzten Audits während zehn Jahren dem Minister oder seinem Beauftragten zur Verfügung hält;

5° das Unternehmen den Beweis für die Einhaltung der Bedingungen nach Ziffer 1, 2, 3 und 4 erbringt, indem es mindestens alle vier Jahre dem Minister oder seinem Beauftragten ein Formular nach dem Anhang 2 übermittelt.

§ 2. Es gilt, dass ein Großunternehmen, das einer Umweltvereinbarung im Sinne von Artikel D.82 des Umweltgesetzbuches betreffend die Senkung der spezifischen Treibhausgasemissionen und die Verbesserung der Energieeffizienz beigetreten ist, die Pflicht zur Durchführung eines Energieaudits nach Artikel 3 erfüllt, wenn:

1° der Endenergieverbrauch der Aktivitäten, die im Rahmen einer Umweltvereinbarung im Sinne von Artikel D.82 des Umweltgesetzbuches betreffend die Senkung der spezifischen Treibhausgasemissionen und die Verbesserung der Energieeffizienz einem Audit unterworfen worden sind, mindestens sechzig Prozent des Endenergieverbrauchs des Unternehmens in der Wallonischen Region darstellt;

2° das Großunternehmen die verfügbaren Daten des letzten Audits während zehn Jahren dem Minister oder seinem Beauftragten zur Verfügung hält;

3° das Großunternehmen nicht seit mehr als vier Jahren aus der Umweltvereinbarung ausgetreten ist;

4° das Unternehmen den Beweis für die Einhaltung der Bedingungen nach Ziffer 1, 2 und 3 erbringt, indem es mindestens alle vier Jahre dem Minister oder seinem Beauftragten ein Formular nach dem Anhang 3 übermittelt.

Art. 7 - Die Nichtmitteilung am Ende der eingeräumten Frist des Energieauditberichts nach Anhang 1 oder des Formulars nach Anhang 2 oder 3 wird mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 250 Euro pro angefangene Woche der Verzögerung geahndet. Ab einer Verzögerung von einem Jahr wird das Unternehmen mit einer Geldbuße in Höhe von 20.000 Euro geahndet.

Die Mitteilung von fehlerhaften Angaben im Energieauditbericht nach Anhang 1 oder im Formular nach Anhang 2 oder 3 wird mit einer administrativen Geldbuße von 250 Euro geahndet. Das Unternehmen wird dann dazu aufgefordert, den Verstoß zu beheben, indem es die fehlerhaften Angaben innerhalb eines Monats verbessert. Über diese Frist hinaus wird das Unternehmen mit einer Geldbuße in Höhe von 250 Euro pro angefangene Woche der Verzögerung geahndet, bis die fehlerhaften Angaben verbessert sind. Ab einer Verzögerung von einem Jahr wird das Unternehmen mit einer Geldbuße in Höhe von 20.000 Euro geahndet.

Die Nichtmitteilung, auf einfachen Antrag, des Energieaudits an die kraft Artikel 15 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 benannten Beamten und Bediensteten wird mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 25.000 Euro geahndet.

Diese Beträge werden verdoppelt, wenn das Unternehmen im Laufe der letzten zehn Jahre vor der Feststellung der Verfehlung bereits kraft des vorliegenden Artikels verurteilt worden ist.

Art. 8 - Die Beamten und Bediensteten im Sinne von Artikel 15 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 sind die Beamten und Bediensteten der Stufe A und B der Direktion der Förderung der nachhaltigen Energie der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt sind.

Art. 9 - Das Unternehmen, das mit einer Geldbuße nach Artikel 7 geahndet worden ist, kann per binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des Beschlusses der Regierung übermittelte Sendung eine begründete Beschwerde bei der Regierung einreichen.

Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang der Beschwerde übermittelt die Regierung dem bestraften Unternehmen, das die Beschwerde eingereicht hat, eine Empfangsbestätigung, in der das Datum der Anhörung angegeben wird.

Es wird eine Begutachtungskommission mit Sitz in Namur eingerichtet. Neben dem Vorsitzenden, der die Regierung vertritt, besteht die Begutachtungskommission aus zwei Mitgliedern, die vom Minister vorgeschlagen werden, und zwei Mitgliedern, die vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie vorgeschlagen werden. Die Begutachtungskommission ist beschlussfähig, wenn der Vorsitzende und mindestens zwei Mitglieder anwesend sind.

Binnen fünfundsünfzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde lädt die Begutachtungskommission das bestrafte Unternehmen, das die Beschwerde eingereicht hat, sowie die Direktion der Förderung der nachhaltigen Energie der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zur Anhörung vor.

Binnen sechzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde übermittelt die Begutachtungskommission der Regierung ihr Gutachten. Wird kein Gutachten übermittelt, wird darauf verzichtet.

Binnen fünfundsiebzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde notifiziert die Regierung dem bestraften Unternehmen, das die Beschwerde eingereicht hat, ihren Beschluss per Einschreiben.

Wenn dies nicht stattfindet, kann das bestrafte Unternehmen, das die Beschwerde eingereicht hat, per Einschreiben mit Empfangsbestätigung ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten.

Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Sendung mit dem Erinnerungsschreiben, gilt der Beschluss, gegen den die Beschwerde erhoben wurde, als bestätigt.

Art. 10 - Jedes Großunternehmen übermittelt einen Auditbericht nach Anhang 1 oder ein Formular nach Anhang 2 oder Anhang 3 zum ersten Mal spätestens am 5. Dezember 2016. Der Energieauditbericht oder das Formular betrifft ein Audit, das weniger als vier Jahre vor diesem Datum durchgeführt worden ist, oder einen Ausweis, der seit weniger als vier Jahren vor diesem Datum gültig ist, oder eine zu diesem Datum gültige Umweltvereinbarung.

In Abweichung von Absatz 1 kann das Großunternehmen, das spätestens am 5. Dezember 2016 dem Minister oder seinem Beauftragten einen Bestellschein für ein Energieaudit, das den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses genügt, samt Anzahlsrechnung mitteilt, den Energieauditbericht nach Anhang 1 oder ein Formular nach Anhang 2 oder Anhang zum ersten Mal spätestens am 5. Dezember 2017 übermitteln.

Art. 11 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

ANHANG 1

Mindestinhalt des Auditberichts

Der Auditbericht nach Artikel 3 Ziffer 2 enthält mindestens folgende Angaben:

1. Verwaltungsdaten zum Unternehmen: *a)* Kontaktdaten des Unternehmens, das der Pflicht unterliegt
2. Verwaltungsdaten zum Energieaudit: *a)* Kontaktdaten des Auditors
b) Kontaktdaten der durch das Audit geprüften technischen Einheiten
c) Für das Audit festgehaltenes Zwischenjahr
3. Kriterien "Repräsentativität" und "Verhältnismäßigkeit" des Energieaudits:
 - a)* Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für Belgien (1)
 - b)* Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für die Wallonie (2)
 - c)* Endenergieverbrauch von wallonischem Strom
 - d)* vom Audit betroffener Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für die Wallonie (3)
 - e)* Kriterium "Verhältnismäßigkeit": $(2)/(1) \geq 20\%$
 - f)* Kriterium "Repräsentativität": $(3)/(2) \geq 80\%$
4. Kriterium "Kosteneffizienz des Energieaudits":
 - a)* Endenergie-Einsparungspotential aufgrund der möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist
 - b)* Audit-Kosten (1)
 - c)* Investitionskosten für die im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist (2)
 - d)* Einsparungen während 5 Jahren aufgrund der Durchführung der im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist (3)
 - e)* Kosteneffizienz = $(1) + (2) \leq (3)$

Der Minister kann den Mindestinhalt des Energieauditberichts ändern oder ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Anhang 2

Mindestinhalt des Formulars für Großunternehmen, die ein Energie- oder Umweltmanagementsystem einführen

Das Formular nach Artikel 6 Paragraph 1 Ziffer 5 enthält mindestens folgende Angaben:

1. Verwaltungsdaten zum Unternehmen:
 - a)* Kontaktdaten des Unternehmens
2. Verwaltungsdaten zum Energieaudit:
 - a)* Kontaktdaten des Energie-Auditors
 - b)* Kontaktdaten der durch das Audit geprüften technischen Einheiten
 - c)* Für das Audit festgehaltenes Zwischenjahr
3. Verwaltungsdaten zum Managementsystem:
 - a)* Kontaktdaten des unabhängigen Organs, das das Managementsystem des Unternehmens geprüft hat
 - b)* Datum des Erhalts des Ausweises
 - c)* Datum der letzten Kontrolle, die im Unternehmen durchgeführt worden ist
4. Kriterien zur Repräsentativität und Verhältnismäßigkeit des Energieaudits:
 - a)* Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für Belgien (1)
 - b)* Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für die Wallonie (2)
 - c)* Endverbrauch von wallonischem Strom
 - d)* vom Audit betroffener Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für die Wallonie (3)
 - e)* Kriterium "Verhältnismäßigkeit": $(2)/(1) \geq 20\%$
 - f)* Kriterium "Repräsentativität": $(3)/(2) \geq 60\%$
5. Kriterium "Kosteneffizienz des Energieaudits":
 - a)* Endenergie-Einsparungspotential aufgrund der im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist
 - b)* Audit-Kosten (1)

c) Investitionskosten für die im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist (2)

d) Einsparungen während 5 Jahren aufgrund der Durchführung der im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist (3)

e) Kosteneffizienz = (1) + (2) \leq (3)

Der Minister kann den Mindestinhalt des Formulars ändern oder ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

ANHANG 3

Mindestinhalt des Formulars für Großunternehmen, die sich einer Umweltvereinbarung angeschlossen haben

Das Formular nach Artikel 6 Paragraph 2 Ziffer 3 enthält mindestens folgende Angaben:

1. Verwaltungsdaten zum Unternehmen:

a) Kontaktdaten des Unternehmens

2. Verwaltungsdaten zum Energieaudit:

a) Kontaktdaten des Energie-Auditors

b) Kontaktdaten der durch das Audit geprüften technischen Einheiten

c) Für das Audit festgehaltenes Zwischenjahr

3. Angaben zur Umweltvereinbarung:

a) Datum des Beitritts zur Branchenvereinbarung

b) (gegebenenfalls) Datum des Austritts aus der Branchenvereinbarung

4. Kriterien zur Repräsentativität und Verhältnismäßigkeit des Energieaudits:

a) Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für Belgien (1)

b) Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für die Wallonie (2)

c) Endverbrauch von wallonischem Strom

d) vom Audit betroffener Endenergieverbrauch im Zwischenjahr für die Wallonie (3)

e) Kriterium "Verhältnismäßigkeit": (2)/(1) \geq 20 %

f) Kriterium "Repräsentativität": (3)/(2) \geq 60 %

5. Kriterium "Kosteneffizienz des Energieaudits":

a) Endenergie-Einsparungspotential aufgrund der im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist

b) Audit-Kosten (1)

c) Investitionskosten für die im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist (2)

d) Einsparungen während 5 Jahren aufgrund der Durchführung der im Audit identifizierten möglichen Verbesserungen, für welche die Technologie verfügbar und die Durchführbarkeit sicher ist, und deren einfache Kapitalrücklaufzeit weniger als fünf Jahre ist (3)

e) Kosteneffizienz = (1) + (2) \leq (3)

Der Minister kann den Mindestinhalt des Formulars ändern oder ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205105]

8 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 11, 12, 13, 14 en 15, ingevoegd bij het decreet van 26 mei 2016;

Gelet op het verslag van 7 juli 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 59.756/2/V van de Raad van State, gegeven op 18 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de bedrijven betrokken bij de verplichting tot uitvoering van energie-audits en tot mededeling van het energie-auditverslag om de vier jaar de bedrijven zijn die sinds vier jaar niet voldoen aan de criteria van een KMO; dat een KMO, wanneer ze een grote onderneming wordt, over vier jaar beschikt om een audit uit te voeren; dat ze, als ze later weer een KMO wordt, niet meer onderworpen is aan de verplichting en, als ze nog later opnieuw een grote onderneming wordt, nog eens over vier jaar beschikt om haar audit uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8, 4 tot 7, van Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van de Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG wordt omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het decreet van 9 december 1993 : het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

2^o een grote onderneming : een onderneming in de zin van artikel 1, 5^o, van het decreet van 9 december 1993 in de zin van de begripsomschrijving van artikel 2, 24, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

3^o eindenergie : energie gefactureerd aan een onderneming door een leverancier en de energie geproduceerd door een onderneming voor eigen gebruik;

4^o de Minister : de Minister die voor Energie bevoegd is.

Art. 3. Minstens om de vier jaar moeten de grote ondernemingen:

1^o een evenredige, representatieve en rendabele energie-audit uitvoeren;

2^o een energie-auditverslag in overeenstemming met bijlage 1 overmaken;

3^o de energie-audit tijdens tien jaar behouden.

Bij bijzondere of buitengewone omstandigheden kan de Minister, of zijn afgevaardigde, een verlenging van de termijn toekennen als :

1^o de aanvraag schriftelijk wordt gedaan en speciaal gemotiveerd is;

2^o de aanvraag tot verlenging van de termijn binnen de aanvankelijke termijn van vier jaar ingediend is;

3^o de verlenging voor maximum vier jaar wordt toegekend.

Vanaf de ontvangst van de aanvraag tot verlenging, geeft de Minister, of zijn afgevaardigde, de aanvrager kennis van:

1^o een bericht van ontvangst binnen tien dagen;

2^o zijn gemotiveerde beslissing binnen zestig dagen.

Art. 4. Het evenredige karakter van de energie-audit moet worden verstaan in de zin van artikel 3 als het eindenergieverbruik van de activiteiten van de grote onderneming in het Waalse Gewest minstens twintig procent van het Belgische eindenergieverbruik van de grote onderneming bedraagt. In voorkomend geval wordt een energie-audit niet vereist in het Waalse Gewest.

Het representatieve karakter van de energie-audit moet worden verstaan in de zin van artikel 3 als de audit betrekking heeft op minstens tachtig procent van het eindenergieverbruik van de onderneming in het Waalse Gewest.

Het rendabele karakter van de energie-audit moet worden verstaan in de zin van artikel 3 indien de kosten van de energie-audit en van de in de energie-audit geïdentificeerde investeringen, waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter dan of gelijk aan vijf jaar is, kleiner zijn dan of gelijk zijn aan het desbetreffend bespaard bedrag tijdens vijf jaar. Als een gebrek aan rendabiliteit wordt vastgesteld bij een energie-audit, wordt de grote onderneming dan vrijgesteld van de verplichting tot energie-audit voor de volgende vervaldag.

Art. 5. § 1. De energie-audit voldoet aan de voorschriften van de globale energie-audit bedoeld in de hoofdstukken I en II en in bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE), hierna « het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 » genoemd.

De controle- en strafregeling van de energieauditeurs opgenomen in de hoofdstukken III en IV van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 is van toepassing op de opdrachten die ze vervullen ter uitvoering van dit besluit.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de energie-audit, als hij enkel betrekking heeft op gebouwen en hun uitrusting, ook worden uitgevoerd met inachtneming van de voorschriften van de energie-audit bedoeld in artikel 1, § 2, 9°, en in bijlage 2 van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie en een rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) beogen, hierna « het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 » genoemd.

De controle- en strafregeling van de energieauditeurs opgenomen in hoofdstuk VI van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 is van toepassing op de opdrachten die ze vervullen ter uitvoering van dit besluit.

Art. 6. § 1. Een grote onderneming die een energie- of een milieubeheersysteem toepast dat door een onafhankelijk orgaan volgens de relevante Europese of internationale normen is gecertificeerd, wordt geacht te voldoen aan de verplichting tot uitvoering van energie-audits, als :

1° het energie- of een milieubeheersysteem in een energie-audit voorziet die met bijlage 1 van het decreet van 9 december 1993 overeenstemt;

2° het eindenergieverbruik van de geauditeerde activiteiten in het kader van het beheersysteem minstens zestig procent van het eindenergieverbruik van de onderneming in het Waalse Gewest bedraagt;

3° de grote onderneming sinds vier maanden over een geldig certificaat beschikt;

4° de grote onderneming houdt gedurende tien jaar de beschikbare gegevens van de laatste uitgevoerde audit ter beschikking van de Minister of zijn afgevaardigde;

5° de onderneming levert het bewijs van de naleving van de voorwaarden bedoeld in de punten 1°, 2°, 3° en 4°, door om de vier jaar een formulier dat overeenstemt met bijlage 2 over te maken aan de Minister of zijn afgevaardigde.

§ 2. Een grote onderneming die partij is bij een milieu-overeenkomst in de zin van artikel D.82 van het Milieuwetboek betreffende de vermindering van de specifieke broeikasgasemissies en de verbetering van de energie-efficiëntie wordt geacht te voldoen aan de verplichting tot uitvoering van energie-audits van artikel 3, als:

1° het eindenergieverbruik van de geauditeerde activiteiten in het kader van een milieu-overeenkomst in de zin van artikel D.82 van het Milieuwetboek betreffende de vermindering van de specifieke broeikasgasemissies en de verbetering van de energie-efficiëntie minstens zestig procent van het eindenergieverbruik van de onderneming in het Waalse Gewest bedraagt;

2° de grote onderneming gedurende tien jaar de beschikbare gegevens van de laatste uitgevoerde audit ter beschikking houdt van de Minister of zijn afgevaardigde;

3° de grote onderneming sinds meer dan vier jaar niet uit de milieu-overeenkomst is getreden;

4° de onderneming het bewijs levert van de naleving van de voorwaarden bedoeld in de punten 1°, 2° en 3°, door om de vier jaar een formulier dat overeenstemt met bijlage 3 over te maken aan de Minister of zijn afgevaardigde.

Art. 7. De niet-mededeling van het energie-auditverslag dat overeenstemt met bijlage 1 of van het formulier dat overeenstemt met bijlage 2 of 3 op de vervaldatum wordt gestraft met een administratieve boete van 250 euro per begonnen week vertraging. Vanaf één jaar vertraging wordt de onderneming gestraft met een boete van 20.000 euro.

De mededeling van het auditverslag dat overeenstemt met bijlage 1 of van het formulier dat overeenstemt met bijlage 2 of 3 met onjuiste gegevens wordt gestraft met een administratieve boete van 250 euro. De onderneming wordt dan verzocht de overtreding te herstellen door de onjuiste gegevens binnen de maand te verbeteren. Na deze termijn wordt de onderneming gestraft met een boete van 250 euro per begonnen week vertraging tot de verbetering van de onjuiste gegevens. Vanaf één jaar vertraging wordt de onderneming gestraft met een boete van 20.000 euro.

De niet-mededeling, op gewoon verzoek, van het energie-auditverslag aan de ambtenaren en aangewezen personeelsleden krachtens artikel 15 van het decreet van 9 december 1993 wordt gestraft met een administratieve boete van 25.000 euro.

Deze bedragen worden vermenigvuldigd met twee als de onderneming reeds veroordeeld is krachtens dit artikel binnen de tien jaar voorafgaand aan de vaststelling van de overtreding.

Art. 8. De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 15 van het decreet van 9 december 1993 zijn de ambtenaren en personeelsleden van niveau A en B van de Directie Bevordering Duurzame Energie van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst, aangesteld voor de controle van de naleving van de toepassing van dit besluit.

Art. 9. De gestrafte onderneming met een administratieve boete bedoeld bij artikel 7 kan een met redenen omkleed beroep per schrijven indienen bij de Regering, binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de Regering.

Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep, maakt de Regering de gestrafte onderneming die het beroep heeft ingediend, een ontvangstbewijs over, waarbij de datum van het verhoor wordt bepaald.

Er wordt een adviescommissie opgericht, met zetel te Namen. Naast de voorzitter, die de Regering vertegenwoordigt, bestaat de adviescommissie uit twee leden voorgedragen door de Minister en uit twee leden voorgedragen door de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië). De adviescommissie beraadslaagt op geldige wijze als de voorzitter en minstens twee andere leden aanwezig zijn.

De adviescommissie verzoekt binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep, de gestrafte onderneming die het beroep heeft ingediend alsook de Directie Bevordering Duurzame Energie van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie om op de hoorzitting te verschijnen.

Binnen zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep, maakt de adviescommissie haar advies over aan de Regering. Bij gebreke daarvan, wordt er geen rekening mee gehouden.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het beroep, maakt de Regering haar beslissing bekend bij aangetekend schrijven aan de gestrafte onderneming die het beroep heeft ingediend.

Bij gebreke daarvan, kan de gestrafte onderneming die het beroep heeft ingediend, aan de Regering een herinneringsschrijven richten bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Bij gebreke aan zending van de beslissing van de Regering binnen dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst door de Regering van de zending die de herinnering inhoudt, wordt de beslissing waartegen een beroep is ingediend, bevestigd.

Art. 10. Elke grote onderneming maakt een energie-audit over dat overeenstemt met bijlage 1 of een formulier dat overeenstemt met bijlage 2 of bijlage 3, voor het eerst uiterlijk 5 december 2016. Het energie-auditverslag of het formulier betreft een audit opgesteld vier jaar vóór die datum of een geldig certificaat sinds minder dan vier jaar vóór die datum of een milieu-overeenkomst die op deze datum geldig is.

In afwijking van het eerste lid, maakt de grote onderneming, die de Minister of aan zijn afgevaardigde uiterlijk 5 december 2016 een bestelbon verstrekt van een energie-audit dat overeenstemt met dit besluit, vergezeld van een voorschotfactuur, het energie-auditverslag dat overeenstemt met bijlage 1 of met een formulier dat overeenstemt met bijlage 2 of met bijlage 3 voor het eerst uiterlijk 5 december 2017 over.

Art. 11. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

BIJLAGE 1

Minimale inhoud van het energie-verslag

Het auditverslag bedoeld in artikel 3, 2°, bevat minstens de volgende gegevens :

1. Administratieve gegevens met betrekking tot de onderneming :
 - a) Gegevens van de onderneming die aan de verplichting onderworpen is
2. Administratieve gegevens met betrekking tot de energie-audit
 - a) Gegevens van de auditeur :
 - b) Gegevens van de geauditeerde technische eenheden
 - c) In aanmerking genomen tussenliggend jaar voor de audit
3. Criteria inzake representativiteit en evenredigheid van de energie-audit :
 - a) Eindenergieverbruik van het Belgische tussenliggend jaar (1)
 - b) Eindenergieverbruik van het Waalse tussenliggend jaar (2)
 - c) Eindenergieverbruik van Waalse elektriciteit
 - d) Eindenergieverbruik van het Waalse geauditeerde tussenliggend jaar (3)
 - e) Criterium inzake evenredigheid : $(2)/(1) \geq 20 \%$
 - f) Criterium inzake representativiteit : $(3)/(2) \geq 80 \%$
4. Criterium inzake de rentabiliteit van de energie-audit :
 - a) Potentieel aan finale energie-besparing van de verbeteringspistes waarvoor de technologie beschikbaar is, waarvan de haalbaarheid vaststaat en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar
 - b) Kostprijs van de audit (1)
 - c) Kostprijs van de investeringen van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, de haalbaarheid vaststaat en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar (2)
 - d) Gespaard bedrag uit de verwezenlijking van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, de haalbaarheid vaststaat en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar, tijdens 5 jaar (3)
 - e) Rentabiliteit = $(1) + (2) \leq (3)$

De Minister kan de minimale inhoud van het energie-auditverslag wijzigen of aanvullen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën.

Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

BIJLAGE 2

Minimale inhoud van het formulier voor de grote ondernemingen die een energie- of een milieubeheersysteem toepassen

Het formulier bedoeld in artikel 6, 1, 5°, bevat minstens de volgende gegevens :

1. Administratieve gegevens met betrekking tot de onderneming :
 - a) Gegevens van de onderneming :
2. Administratieve gegevens met betrekking tot de energie-audit :
 - a) Gegevens van de energieauditeur
 - b) Gegevens van de geauditeerde technische eenheden
 - c) In aanmerking genomen overgangsjaar voor de audit
3. Administratieve gegevens met betrekking tot het beheersysteem :
 - a) Gegevens van het onafhankelijk orgaan dat het beheersysteem van de onderneming heeft toegepast
 - b) Datum waarop het certificaat wordt verkregen
 - c) Datum van de laatste controle in de onderneming
4. Criteria inzake representativiteit en evenredigheid van de energie-audit :
 - a) Eindenergieverbruik van het Belgische tussenliggend jaar (1)
 - b) Eindenergieverbruik van het Waalse tussenliggend jaar (2)
 - c) Eindenergieverbruik van Waalse elektriciteit

- d) Eindenergieverbruik van het Waalse geauditeerde tussenliggend jaar (3)
- e) Criteria inzake evenredigheid : (2)/(1) \geq 20 %
- f) Criterium inzake representativiteit : (3)/(2) \geq 60 %
- 5. Criterium inzake de rentabiliteit van de energie-audit :
 - a) Potentieel aan finale energie-besparing van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, waarvan de haalbaarheid vaststaat is en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar
 - b) Kostprijs van de audit (1)
 - c) Kostprijs van de investeringen van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, de haalbaarheid vaststaat is en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar (2)
 - d) Gespaard bedrag uit de verwezenlijking van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, de haalbaarheid vaststaat is en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar, tijdens 5 jaar (3)
 - e) Rentabiliteit = (1) + (2) \leq (3)

De Minister kan de minimale inhoud van het formulier wijzigen of aanvullen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën.

Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

BIJLAGE 3

Minimale inhoud van het formulier voor de grote ondernemingen die partij zijn bij een milieu-overeenkomst

Het formulier bedoeld in artikel 6, § 2, 3^o, bevat minstens de volgende gegevens :

1. Administratieve gegevens met betrekking tot de onderneming :
 - a) Gegevens van de onderneming
2. Administratieve gegevens met betrekking tot de energie-audit :
 - a) Gegevens van de energieauditeur
 - b) Gegevens van de geauditeerde technische eenheden
 - c) In aanmerking genomen overgangsjaar voor de audit
3. Gegevens met betrekking tot de milieu-overeenkomst :
 - a) Inwerkingtreding als sectorovereenkomst
 - b) Datum van uittreden uit de sectorovereenkomst (in voorkomend geval)
4. Criteria inzake representativiteit en evenredigheid van de energie-audit :
 - a) Eindenergieverbruik van het Belgische tussenliggend jaar (1)
 - b) Eindenergieverbruik van het Waalse tussenliggend jaar (2)
 - c) Eindenergieverbruik van Waalse elektriciteit
 - d) Eindenergieverbruik van het Waalse geauditeerde tussenliggend jaar (3)
 - e) Criteria inzake evenredigheid : (2)/(1) \geq 20 %
 - f) Criterium inzake representativiteit : (3)/(2) \geq 60 %
5. Criterium inzake de rentabiliteit van de energie-audit :
 - a) Potentieel aan finale energie-besparing van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, waarvan de haalbaarheid vaststaat is en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar
 - b) Kostprijs van de audit (1)
 - c) Kostprijs van de investeringen van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, de haalbaarheid vaststaat is en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar (2)
 - d) Gespaard bedrag uit de verwezenlijking van de verbeteringspistes die in de audit geïdentificeerd worden waarvoor de technologie beschikbaar is, de haalbaarheid vaststaat is en waarvan de gewone terugverdientijd inzake investeringen korter is dan 5 jaar, tijdens 5 jaar (3)
 - e) Rentabiliteit = (1) + (2) \leq (3)

De Minister kan de minimale inhoud van het formulier wijzigen of aanvullen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën.

Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN